

# QUAND DES CONFLITS DE TRAVAIL se transforment en appels démocratiques

Ludovic HIRTZMANN

Habituellement impopulaires, des grèves peuvent à la faveur d'une combinaison de facteurs divers devenir le catalyseur d'un nouvel ordre des choses. Trois grands conflits sociaux ont agité récemment l'Europe, l'Asie et l'Amérique. Ils révèlent que le libéralisme n'est pas une fatalité et qu'une redistribution des richesses n'est pas anti-économique.

## SORTIR DE LA SOUMISSION

Séoul. Corée du Sud. Le 26 décembre 1996, à 6h du matin, le gouvernement convoque ses députés sans prévenir l'opposition. La majorité vote une loi facilitant le licenciement, reporte la liberté syndicale et renforce les pouvoirs des services de renseignement.

Le Kctu, syndicat interdit, riposte et paralyse les principales industries. Le Fktu, seul syndicat autorisé, se joint aux grévistes. Les heurts avec les forces de l'ordre sont violents. Matraques et grenades lacrymogènes s'opposent aux barres de fer. Un ouvrier de chez Hyundai s'immole par le feu. Le président Kim Young-Sam, soutenu par 80% de la population en 1993, voit son capital de sympathie fondre à 18%.

Les Coréens-nés veulent toucher les dividendes de la croissance. Le pays est la 11<sup>e</sup> puissance mondiale. Son peuple n'est que le 44<sup>e</sup> en terme de richesse par habitant-e. Daewo, groupe phare de l'industrie nationale, a pour devise «Défi, sacrifices, créativité».

La Corée du Sud a grandi très vite. Mais la démocratie n'est pas au rendez-vous. Si les généraux ont disparu, 2 000 militants-es syndicaux ont été arrêtés ces 10 dernières années. Les autorités n'ont qu'une vision laborieuse pour l'avenir du pays. Les temps ont changé, la Corée est moins compétitive, sa croissance n'est plus que de 5% par an. Les entreprises ne garantissent plus l'emploi à vie. Daewo délocalise ses usines en Grande-Bretagne où la main-d'oeuvre est si bon marché... Le tigre coréen réclame une barre d'énergie appelée démocratie avant de pouvoir nous dévorer.

## LA MAUVAISE GRAISSE

Décembre 1995. Après un voyage aux États-Unis, le président français Chirac explique à ses compatriotes qu'ils sont «conservateurs», incapables de la moindre initiative. Jacques Chirac veut réformer l'éducation. Mais aussi l'assurance-maladie et la SNCF, les chemins de fer, deux secteurs «endettés». Chirac veut en fait donner un visage libéral à la France.

Le gouvernement agit en ignorant les partenaires sociaux. Cette arrogance met le feu aux poudres. Toute réforme de l'éducation, bonne ou mauvaise, rencontre la contestation étudiante. Énorme compagnie semblable à Hydro-Québec, les chemins de fer sont aux mains du syndicat CGT, le bras gauche du Parti communiste. Et l'assurance-maladie est un monument au même titre que la tour Eiffel.



PHOTO: LEE (SIPA)